

### FAITS SAILLANTS (6 déc. 2019)

- La région de Ménaka enregistre le taux de malnutrition aiguë globale le plus élevé tandis que dans la région de Kidal la situation a connu une détérioration significative
- Plus de 1 000 écoles étaient fermées à la rentrée scolaire, dans les zones touchées par les conflits
- Le nombre de personnes déplacées internes est passé de 80 302 à 199 385 en un an
- Le Plan de Réponse Humanitaire n'est financé qu'à 49 pour cent dans un contexte où les besoins humanitaires sont croissants



Les femmes et les enfants représentent plus de la moitié des personnes déplacées internes au Mali. La prise en compte de leurs besoins spécifiques est cruciale car ils font partie des couches les plus vulnérables dans les situations d'urgence. Crédit: Katy Thiam/OCHA

### CHIFFRES CLÉS

**3,9M**

Pers. dans le besoin (PRH 2019)

**3M**

Pers. ciblées (PRH 2019)

**199K**

Pers. déplacées internes (DTM 10/2019)

### FINANCEMENT (2019)

**\$324M**

Requis

**\$160.2M**

Reçu



FTS: <https://fts.unocha.org/appeals/716/summary>

### CONTACTS

**Ute Kollies**

Chef de Bureau  
[kollies@un.org](mailto:kollies@un.org)

**Katy Thiam**

Chef de l'Unité Information Publique et Plaidoyer  
[thiamk@un.org](mailto:thiamk@un.org)

**Ibrahima Kone**

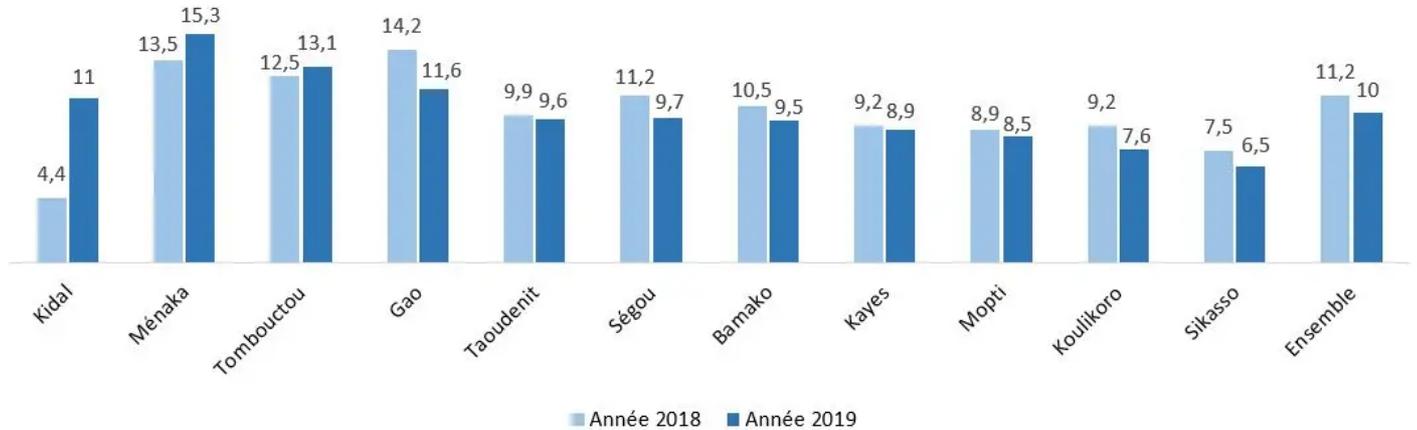
Chargé de l'Information Publique  
[kone65@un.org](mailto:kone65@un.org)

### VISUELS (6 déc. 2019)

**Les taux de malnutrition aiguë restent élevés dans le nord**



## Les taux de malnutrition aiguë restent élevés dans le nord



La situation de la malnutrition aiguë reste préoccupante malgré la baisse des taux de malnutrition aiguë révélée par les résultats de l'enquête nutritionnelle et de mortalité rétrospective suivant la méthodologie SMART conduite en septembre 2019.

La prévalence nationale de la malnutrition aiguë globale (MAG) chez les enfants de 0 à 59 mois est passée de 11,2 en 2018 à 10 pour cent en 2019 et celle de la malnutrition aiguë sévère (MAS) de 2 pour cent à 1,5. La situation actuelle du pays est au bord des seuils d'urgence tels que définit par l'OMS ( $\geq 10\%$  de MAG et  $> 2\%$  de MAS).

Concernant la MAS, la situation est particulièrement inquiétante dans les régions de Tombouctou et de Ménaka avec respectivement des taux de 2,5 pour cent et de 2,4 pour cent dépassant ainsi le seuil d'urgence.

S'agissant de la MAG, les régions de Tombouctou, Taoudéni, Kidal et Gao se trouvent dans une situation sérieuse, selon la classification de l'OMS, avec des taux qui varient entre 10 et 14,9 pour cent.

La région de Ménaka, avec une prévalence de MAG de 15,3 pour cent, a atteint un niveau critique. Toutefois, c'est dans la région de Kidal qu'on observe la détérioration la plus significative des taux de MAG et de MAS. Dans cette région, la prévalence de la MAG est passée de 4 à 11 pour cent de 2018 à 2019 et celle de la MAS de 0 à 1,6 pour cent durant la même période.

Les régions de Sikasso, Kayes, Koulikoro, Ségou, Mopti et le district de Bamako présentent quant à elles, des taux de MAG inférieurs à 10 pour cent correspondant à une situation précaire.

Dans le rapport de l'enquête, les spécialistes de la nutrition recommandent, entre autres, de renforcer les actions de prévention, le dépistage de masse et les interventions qui augmentent l'accès au traitement en développant davantage la mobilisation communautaire. L'Enquête SMART 2019 a été menée par la Direction Nationale de la Santé à travers la Division de la Nutrition et l'Institut National de la Statistique. Elle a bénéficié de l'assistance soutenue de l'UNICEF, du PAM, de l'OMS et de la FAO.

Du 1er janvier au 1er décembre 2019, quelque 235 448 cas de malnutrition aiguë globale ont été pris en charge sur un total de 241 340 cas dépistés selon le rapport hebdomadaire de la Prise en Charge de la Malnutrition Aiguë publié par la Direction Générale de la Santé et de l'Hygiène Publique.

## ANALYSE (6 déc. 2019)

### Plus de 1 000 écoles étaient fermées à la rentrée scolaire, en octobre 2019

À la rentrée scolaire, 1 051 écoles étaient fermées selon les données du Cluster Education. On note ainsi une hausse de plus de 300 écoles fermées comparativement à l'année dernière à la même période. La région de Mopti est la plus touchée avec plus de 62 pour cent des écoles fermées au niveau national.

Deux faits majeurs pourraient expliquer cette situation : l'insécurité persistante dans les zones de conflits et la reprise timide des cours observée chaque année à la rentrée scolaire. Les statistiques scolaires du mois de décembre permettront d'avoir un aperçu plus clair du nombre d'écoles fermées pour des raisons principalement liées à l'insécurité dans le nord et le centre du pays.

Durant la première quinzaine d'octobre, la région de Tombouctou a connu une hausse de 40 pour cent du nombre d'écoles fermées. Sur les 574 écoles ouvertes au début de l'année scolaire, 106 étaient fermées deux semaines après l'ouverture des classes. Dans cette région, des actes de violence ont ciblé des écoles dans lesquelles des documents et matériels scolaires (tables-bancs, chaises, bureaux, armoires, cahiers, livres, etc.) ont été emportés ou brûlés devant la population et les élèves.

Au total, 80 pour cent des enfants déplacés âgés de 6 à 15 ans ne vont pas à l'école selon le rapport DTM d'octobre 2019. Les régions de Ménaka, Mopti et Kidal affichent les taux de non-scolarisation les plus élevés. La majorité des ménages déplacés considère le manque de moyens financiers, le manque d'intérêt et l'éloignement des écoles comme étant les raisons qui les poussent à ne pas scolariser leurs enfants dans les zones de déplacement.

Les défis majeurs auxquels sont confrontés les partenaires intervenant dans le secteur de l'éducation incluent les attaques visant les établissements scolaires et les menaces/actes de violences affectant directement le corps enseignant. À titre d'exemple, le 25 octobre, sept enseignants ont été enlevés par des personnes armées avant d'être relâchées quelques jours plus tard dans la commune de Korombana, cercle de Mopti. De plus, certains établissements scolaires sont utilisés comme sites temporaires par des hommes armés, ce qui constitue une grave violation du caractère civil des écoles.

Le sous-financement, l'insuffisance des cantines et des latrines scolaires et les grèves récurrentes des enseignants sont également des défis auxquels le secteur de l'éducation fait face.

Durant l'année scolaire 2018/2019, quelque 209 000 personnes (sur une cible de 357 000) ont été assistées dans le secteur de l'éducation par les partenaires humanitaires.

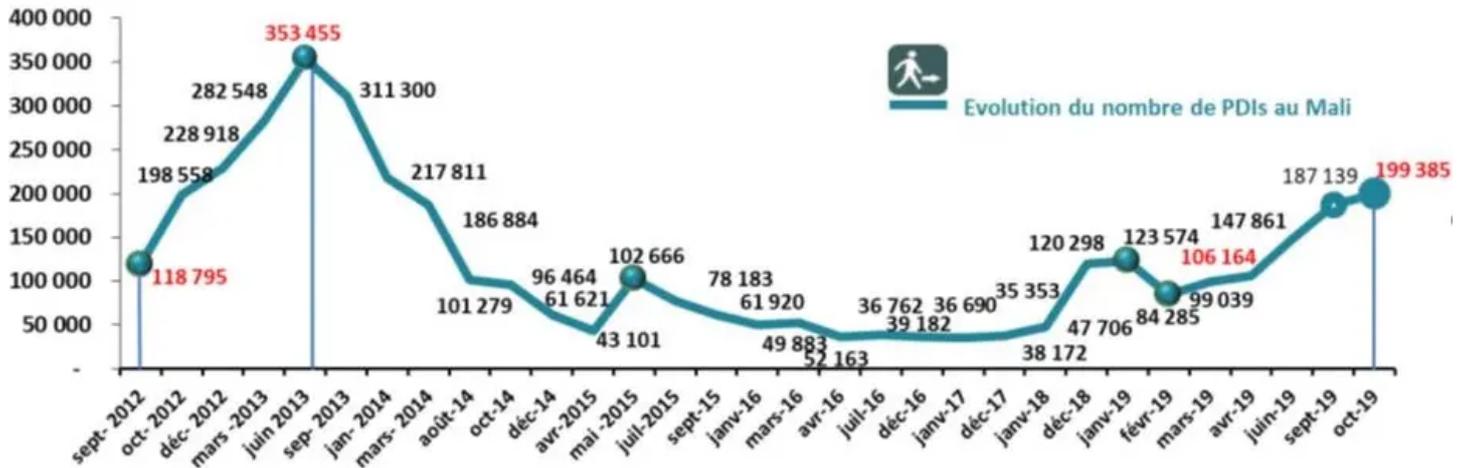
Le Cluster Education œuvre pour la réouverture des écoles en favorisant le dialogue communautaire et l'adaptation de l'offre éducative disponible à la demande des communautés bénéficiaires à travers les stratégies alternatives d'éducation comme les écoles franco-arabes, les écoles mobiles et nomades et les programmes d'apprentissage accéléré en situation d'urgence.



*Mopti, Mali, mai 2019 : L'éducation est un droit fondamental pour tous les enfants et non un privilège. Les efforts pour le retour des enfants à l'école doivent être soutenus par tous. Au Mali, des milliers d'enfants sont privés d'éducation à cause des écoles fermées dans les zones affectées par les conflits. Crédit: Katy Thiam/OCHA.*

## VISUELS (6 déc. 2019)

## Evolution du nombre de PDI de février 2016 à novembre 2019 (Source: Rapport CMP nov. 2019)



Avec plus de 199 300 personnes déplacées internes (PDI) (1) au 31 octobre 2019, les mouvements forcés de populations au Mali sont en hausse progressive selon le rapport de suivi des déplacements publié en novembre. Plus de la moitié d'entre-elles sont des femmes et des enfants. Les régions de Mopti, Gao, Ségou, Tombouctou et Ménaka accueillent actuellement le plus grand nombre de PDI (2).

L'année dernière à la même période, le pays comptait environ 80 300 PDI. L'accroissement du nombre de PDI s'explique par l'escalade des violences liées aux conflits observée dans le centre et les zones le long de la frontière avec le Burkina Faso et le Niger.

Le phénomène des déplacements reste complexe et la région de Mopti pourrait être considérée comme l'épicentre. Les populations fuient les violences dans certaines zones de cette région pour trouver refuge dans d'autres localités de la région mais également vers d'autres régions du pays notamment Ségou, Gao, Tombouctou et Bamako. Par ailleurs, des groupes de personnes forcés de se déplacer du centre du Mali vers le Burkina Faso voisin, aussi touché par l'instabilité sécuritaire, ont été obligés de revenir dans le pays pour retourner chez eux ou s'installer dans d'autres localités.

Selon une enquête menée auprès de 33 933 ménages de PDI en septembre 2019, 97 pour cent des PDI se sont déplacées en raison de l'insécurité. Toutefois, il convient de noter que certaines personnes venant des zones de conflits justifient leurs déplacements par l'insécurité alimentaire et les difficultés économiques.

Cette enquête révèle que 73 pour cent des PDI souhaitent rentrer dans leurs localités d'origine si la situation sécuritaire et les conditions alimentaire et économique s'améliorent tandis que 27 pour cent d'entre-elles souhaitent rester dans leurs zones de déplacements où elles estiment généralement les conditions sécuritaires meilleures.

La majorité des ménages déplacés (49 pour cent) ont perdu leurs moyens de subsistance et dépendent de l'assistance humanitaire, de l'aide des communautés ou de tierces personnes (30 pour cent).

(1) Soit 36 261 ménages. (2) Répartition des PDI par région : Mopti (69 679), Gao (55 702), Ségou (24 291), Tombouctou (22 641), Ménaka (17 758), Sikasso (2 598), Bamako (2350), Koulikoro (2031), Kayes (1 445) et Kidal (890).

**ANALYSE** (12 sept. 2019)

**Plan de réponse humanitaire révisé : une personne sur cinq a besoin d'assistance humanitaire**

Le nombre de personnes ayant besoin d'assistance humanitaire au Mali en 2019 est passé de 3,2 millions en janvier à 3,9 millions (soit le cinquième de la population du Mali) à la suite de la révision du Plan de Réponse Humanitaire (PRH) en août. Avec cette nouvelle situation, les partenaires humanitaires ciblent maintenant 3 millions de personnes vulnérables comparativement à 2,3 millions dans le Plan initial.

La hausse du nombre de personnes dans le besoin s'explique par la recrudescence des conflits intercommunautaires dans le centre du pays durant le premier semestre de l'année et l'augmentation de la population en insécurité alimentaire. En effet, à cause des conflits, les personnes déplacées internes (PDI) étaient estimées à plus de 168 500 au 31 juillet contre 84 300 en janvier 2019. La population en insécurité alimentaire ou à risque est passée de 3,4 millions (415 000 personnes en insécurité alimentaire sévère et 3 millions de personnes sous pression) selon le Cadre Harmonisé de novembre 2018 à près de 3,8 millions (548 600 personnes en insécurité alimentaire sévère et 3,2 millions de personnes sous pression) selon le Cadre Harmonisé de mars 2019.

Sur les 324 millions de dollars recherchés à travers le PRH révisé, 96 millions de dollars sont mobilisés soit un taux de financement de 30 pour cent. Au total, quatre secteurs du PRH sont financés à moins de 12 pour cent (la santé 2,8 pour cent, l'éducation 5,1 pour cent, la protection 8,5 pour cent et l'eau l'hygiène et l'assainissement 11,8 pour cent) et trois secteurs entre 20 et 30 pour cent (la coordination et les services d'appui 27,8 pour cent, la sécurité alimentaire 26,8 pour cent et la nutrition 21,1 pour cent).

Le secteur des abris et des biens non-alimentaires (BNA) est le seul qui n'a pour le moment reçu aucun financement à travers le PRH. Les projets abris/BNA du PRH ciblent 117 000 personnes pour un budget estimé à 4,2 millions de dollars. Toutefois, des réalisations dans ce secteur ont été effectuées à travers le mécanisme de réponse rapide (RRM) grâce à des financements reçus d'ECHO et de l'USAID.

PRH révisé	PRH initial
<b>Population totale</b>	
19,4M	19,4 M
<b>Personnes affectées</b>	
8,7M	7,2M
<b>Personnes dans le besoin</b>	
3,9M	3,2M
<b>Personnes ciblées</b>	
3,0M	2,3M
<b>Fonds recherchés</b>	
<b>324M \$</b>	<b>296M \$</b>

*Chiffres clés du Plan de Réponse Humanitaire (révisé vs initial)*

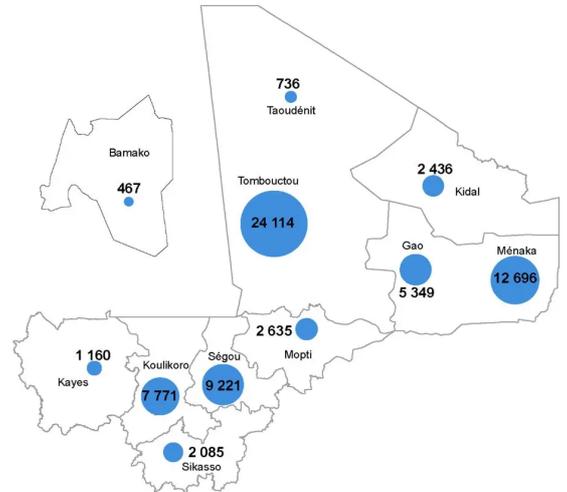
**VISUELS ET DONNÉES** (24 oct. 2019)

**Plus de 68 600 personnes sont touchées par les inondations**

Les inondations enregistrées depuis mai ont affecté 68 670 personnes et causé 20 morts au 31 août selon les données recueillies auprès des autorités maliennes. Le nombre de personnes touchées pourrait dépasser les prévisions du gouvernement estimant autour de 81 000 la population à risque cette année si de fortes pluies ou un débordement des cours d'eau survenaient dans les semaines à venir. Avec environ 24 100 personnes affectées – 35 pour cent du total – la région de Tombouctou, enregistre le plus grand nombre de sinistrés. A titre comparatif, en septembre 2018, les inondations avaient touché plus de 130 000 personnes dans le pays et causé 13 décès selon la Direction générale de la protection civile.

Les inondations ont entraîné d'importants dégâts matériels ainsi que des pertes de surfaces emblavées et de têtes de bétail. Les évaluations menées dans les zones affectées permettront de quantifier ces différentes pertes.

Des besoins urgents sont identifiés dans les secteurs des abris/BNA, des vivres, de la santé, de la nutrition, de l'eau, l'hygiène et l'assainissement, de la protection et de l'éducation. Les autorités maliennes et les partenaires humanitaires apportent l'assistance aux familles affectées. Toutefois pour combler l'insuffisance de l'aide fournie actuellement, un plan de réponse d'urgence du Gouvernement est en phase d'élaboration.



Nombre de personnes affectées par les inondations par région au 31 août 2019. Sources des données : Direction Nationale du Développement Social

## ANALYSE (12 sept. 2019)

### Hommage aux femmes humanitaires au Mali

Chaque 19 août, la Journée mondiale de l'aide humanitaire est l'occasion de rendre hommage à ceux qui font face au danger et à l'adversité pour aider les personnes dans le besoin. Cette année, la communauté internationale a décidé de rendre hommage aux femmes humanitaires pour leur contribution indéfectible aux actions visant à sauver des vies et à réduire les souffrances des populations en situation de vulnérabilité dans le monde.

Pour la première fois, délocalisée de la capitale Bamako, ladite journée a été célébrée officiellement à Ségou, sous la présence du Ministre de la Solidarité et de la Lutte contre la Pauvreté, de la Coordinatrice Humanitaire, des autorités locales, des membres du corps diplomatique, des représentants de la société civile, des travailleurs humanitaires et des journalistes.

La cérémonie officielle a été marquée par des témoignages de femmes humanitaires, la remise d'attestations à des femmes distinguées dans l'humanitaire, la projection de vidéos sur la Journée et un sketch en rapport avec le thème. Lors de cette cérémonie, l'OMS a remis un don symbolique de médicaments essentiels aux autorités sanitaires pour couvrir les besoins de 5 000 personnes déplacées internes et membres des familles hôtes pendant trois mois. Par ailleurs, des tables rondes radiodiffusées ont été organisées tant dans les régions qu'à Bamako ainsi que la publication de profils de femmes humanitaires à travers les médias sociaux.



Des femmes engagées dans des actions humanitaires à Ségou, ont été distinguées avec une attestation de reconnaissance. La Coordinatrice Humanitaire pour le Mali, Mme Mbaranga Gasarabwe (à droite) remet une attestation à Mme Maïmouna Traoré. Crédit: NRC



OCHA

**MALI**

Rapport de situation

Dernière mise à jour: 6 déc. 2019

Cette Journée a été aussi célébrée à Gao, Mopti, Tombouctou. Les partenaires ont pris part aux expositions humanitaires, débats, caravanes et activités sportives organisées localement.

## **ANALYSE** (12 sept. 2019)

### **Lancement de l'analyse pour la planification humanitaire de 2020 dans les régions**

Dans le cadre du Cycle de Programmation Humanitaire (HPC), le bureau d'OCHA Mali a facilité l'organisation des ateliers préparatoires dans les régions de Gao, Mopti et Tombouctou du 26 au 29 août 2019.

Lors des ateliers, les travaux ont porté sur l'analyse des besoins humanitaires au niveau local en vue de propositions d'options stratégiques et de réponses aux besoins prioritaires des populations affectées. Cette analyse du contexte humanitaire des régions, cercles et communes, s'est basée sur l'étude des vulnérabilités des populations et a permis d'identifier les groupes les plus vulnérables.

Notons que les travaux ont accordé une part prépondérante à l'intégration des questions transversales (genre, redevabilité, protection transversale, cash, handicap, nexus), dans l'analyse des besoins humanitaires et la priorisation de la réponse.

Ces ateliers régionaux, ont offert un cadre pour les analyses conjointes des besoins humanitaires ouvert aux acteurs de développement, à la société civile et au gouvernement.

En somme, les résultats de ces ateliers régionaux seront complétés par l'analyse de la situation dans les autres régions, en vue d'alimenter l'atelier national d'analyse des besoins et de planification humanitaire pour 2020 prévu les 1 et 2 octobre 2019 à Bamako.

*Les frontières et les noms indiqués et les désignations employées sur cette carte n'impliquent pas reconnaissance ou acceptation officielle par l'Organisation des Nations Unies.*

<https://reliefweb.int/country/mli>

<https://www.unocha.org/mali>

À propos

Règle de confidentialité

Droits d'auteur

